

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 5360/2026/36  
portant prolongation de la durée d'autorisation  
et actualisation des prescriptions  
d'une carrière à ciel ouvert de calcaire  
sur la commune d'Asasp-Arros  
par la société Carrières et Matériaux d'Asasp**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997 autorisant la société Carrières et Matériaux d'Asasp à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Asasp-Arros ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 01/IC/508 du 6 décembre 2001 modifiant les modalités de fin d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert de calcaire et des installations de traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Asasp-Arros exploitée par la société Carrières et Matériaux d'Asasp ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04/IC/256 3 juin 2004 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire et des installations de traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Asasp-Arros exploitée par la société Carrières et Matériaux d'Asasp ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-0002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GEREST, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le porter à connaissance en date du 19 novembre 2025 par lequel la société Carrières et Matériaux d'Asasp sollicite une prolongation de 5 ans de l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire et des installations de traitement des matériaux visée par l'arrêté préfectoral n°97/IC/187 susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 27 janvier 2026 ;
- VU** l'avis du demandeur en date du 28 janvier 2026 sur le projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** le rapport du 28 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation du 19 novembre 2025 a été adressée au préfet au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation de l'arrêté préfectoral n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation présente le contexte des différentes procédures contentieuses ayant conduit à décaler le début des travaux ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de prolongation, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne sus-visée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de prolongation ne revêt pas de caractère substantiel au regard des dispositions réglementaires en vigueur ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de prolongation nécessite des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997, conformément aux articles R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la modification de certaines dispositions d'exploitation de la carrière ne remet pas en cause les dispositions générales de la restitution du site telle que prévue initialement ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications concernant uniquement la prolongation de l'exploitation de la carrière pour une durée de 5 ans, sans modification des conditions d'extraction et de remise en état, et l'absence d'enjeu environnemental insuffisamment prévenu, une présentation à la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée « Carrière » n'est pas nécessaire, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de la délivrance des prescriptions complémentaires sont réunies ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

## ARRÊTE

### Article premier : Prolongation de l'autorisation

La société Carrières et Matériaux d'Asasp, dont le siège social est situé à Cambo-Les-Bains (64250), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire et les installations de traitement des matériaux situées sur le territoire de la commune d'Asasp-Arros aux lieux dits Canton de Hourcq et Lacoste.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 27 octobre 2032.

L'activité autorisée relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière d'une superficie de 558 578 m <sup>2</sup>	Production maximale : 500 000 t/an	Autorisation
2515-1	Installation de broyage, concassage, criblage ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels et artificiels.	Puissance installée > 200 kW	Enregistrement

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 500 000 tonnes.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée **6 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral modifié n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997 doit être achevée **3 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée **6 mois** avant la fin de l'autorisation.

### Article 2 : Garanties financières

L'article 8.7 de l'arrêté préfectoral modifié n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997 est remplacé par :

### « 8.7. – Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la période considérée. Ce montant est fixé à :

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en hectares)
1 à 4	Phases terminées		
5	Jusqu'au 27 octobre 2027	$C_r = 414\,213$	S1 = 7,726 S2 = 5,418 S3 = 1,7485
6	Du 27 octobre 2027 au 27 octobre 2032	$C_r = 414\,213$	S1 = 7,726 S2 = 5,418 S3 = 1,7485

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence de l'indice TP01 (base 100 en 2010) de août 2023, soit 129,20.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, et indiquer le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus. »

### Article 3 : Prescriptions des actes antérieurs

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997, demeurent inchangées.

### Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'Asasp-Arros et pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie d'Asasp-Arros pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Asasp-Arros.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 : Exécution – ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet d'Oloron-Sainte-Marie, le maire d'Asasp-Arros, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

- à Madame la Gérante de la société Carrières et Matériaux d'Asasp.

Pau, le **17 FEV. 2026**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général,  
  
Samuel GESRET